

Nous déplorons les décisions prises par la récente conférence de l'O.P.E.P. Nous reconnaissons que certains des participants à cette conférence ont fait preuve d'une relative modération. Mais la hausse des prix du pétrole qui a néanmoins été décidée ne manquera pas d'avoir de très sérieuses conséquences économiques et sociales. Elle signifie plus d'inflation et moins de croissance. Ceci conduira à un chômage accru ainsi qu'à davantage de difficultés de balance des paiements, et mettra en péril la stabilité des pays en voie de développement aussi bien que des pays développés.

Néanmoins, nous sommes toujours prêts à examiner avec les pays exportateurs de pétrole comment définir les perspectives d'offre et de demande sur les marchés pétroliers mondiaux.

4. Nous sommes d'accord pour poursuivre l'application des politiques économiques convenues à Bonn, en les adaptant aux circonstances actuelles. Les pénuries d'énergie et les prix élevés du pétrole ont provoqué un réel transfert de revenus. Nous nous efforcerons, au moyen de nos politiques économiques intérieures, de réduire au minimum les dommages subis par nos économies. Mais nos options sont limitées. Toute tentative de compenser ces dommages par une augmentation correspondante des revenus n'aboutirait qu'à une inflation, accrue.

5. Nous sommes d'accord pour reconnaître que nous devons faire plus pour améliorer à long terme l'efficacité de la production et la souplesse de nos économies.

Les mesures requises pourront comporter des incitations accrues aux investissements, à la recherche et au développement, des mesures destinées à faciliter le transfert des capitaux et de la main-d'œuvre d'industries déclinantes vers des industries nouvelles, des politiques de régulation de nature à éviter toute gêne inutile aux investissements et à la productivité, une diminution de la croissance des dépenses courantes dans certains secteurs publics, et l'élimination d'obstacles aux échanges internationaux et aux mouvements de capitaux.

6. Les accords conclus dans le cadre du «Tokyo Round» constituent une réalisation importante. Nous restons fidèles à notre engagement quant à leur mise en œuvre rapide et loyale. Nous réaffirmons notre détermination de combattre le protectionnisme. Nous voulons renforcer le G.A.T.T. tant pour contrôler l'application des accords conclus dans le cadre des N.C.M. (3) qu'à titre d'instrument de mise en œuvre de toute nouvelle politique destinée à maintenir le libre commerce international. La pleine adhésion du plus grand nombre possible de pays à ces accords et au système pris dans son ensemble, sera la bienvenue.

7. Nous intensifierons nos efforts pour poursuivre l'application des politiques économiques adaptées, dans chacun de nos pays, à la réalisation d'un équilibre extérieur durable. La stabilité sur les marchés des changes est essentielle à un sain développement du commerce mondial et de l'économie dans son ensemble.